

## Introduction à la Macroéconomie

### Séance 2

## PIB et Bien-être

### I. Documents joints (à lire) :

- Document 1 : *Produit Intérieur Brut, un indicateur à courte vue*, Gadrey et al., Le Monde, 14 juin 2012
- Document 2 : Comeliau C., 2006, « [La croissance :] [u]ne préoccupation omniprésente », extrait du chapitre 1 de l'ouvrage *La croissance ou le progrès : croissance, décroissance, développement durable*, Éditions du Seuil
- Document 3 : *Le PIB ne fait pas le bonheur*, Alternatives économiques Hors-Série n°74, 4<sup>ème</sup> trimestre 2007
- Document 4 : *Croissance, développement humain : le découplage*, Alternatives Economiques Poche, Hors-série n°48, mars 2011
- Document 5 : *Mesurer le bonheur*, O. Zajec, Le Monde, 2 avril 2012

### II. Questions préparatoires :

A l'aide des documents et de vos recherches personnelles, **répondez de manière argumentée** aux questions suivantes.

1. Qu'est-ce que le Produit Intérieur Brut (PIB) ? Comment se calcule-t-il (présenter les trois optiques)?
2. Définissez la notion de croissance économique. Quels sont les effets attendus de la croissance économique ?
3. Quelles sont les critiques adressées à la croissance et au PIB en tant que mesure de la richesse, et en tant qu'indicateur du bien-être d'un pays ?
4. Quelles pistes sont envisagées comme alternative au PIB ?
5. A partir des questions précédentes, des articles joints et de vos connaissances personnelles, pensez-vous que la croissance doit rester un objectif absolu ? Justifiez votre réponse.

### III. Dissertation

En vous appuyant sur les éléments précédents, des documents ainsi que de vos connaissances personnelles, traitez de manière détaillée la question suivante :

*Dans quelle mesure la croissance peut-elle être source de bien-être ?*

Doc. 1 :

## **Produit intérieur brut, un indicateur à courte vue.**

De façon certaine, la croissance a tenu le rôle principal dans la campagne présidentielle : son absence expliquait les déboires du pays, son retour permettrait son redressement. Gageons que, dans le combat qui continue d'opposer la fâcheuse austérité à la riante croissance, les peuples ont d'ailleurs choisi leur camp, comme les auteurs de ces lignes : l'austérité qui nous est imposée ressemble plus à une purge mortelle qu'à un remède.

Mais le refus de l'austérité doit-il nécessairement aller de pair avec l'apologie de la croissance ? Ne faut-il pas réinterroger le terme central lui-même, la croissance, pour comprendre ce qu'à travers toutes ces objurgations, nous désirons vraiment ?

Derrière ces prières, plusieurs convictions sont ancrées : la première, la plus forte sans doute, est que sans croissance nous ne parviendrons pas à lutter contre le chômage ni à réduire les dettes publiques. La seconde soutient que la croissance est la garante du progrès et que les gains extraordinaires de développement humain sont dus à la croissance dont les pays occidentaux ont bénéficié depuis deux siècles.

Cet argument intègre, dans la période récente, la conviction que la crise des dettes publiques exige le retour d'une croissance aussi forte que possible, oubliant que cette crise est apparue aux Etats-Unis... au terme d'une période de croissance ! Le manque de croissance n'explique nullement la crise, liée à la démesure de la finance dérégulée et des inégalités. C'est la validité de ces croyances qu'il nous faut réinterroger. Trois éléments apportent un sérieux bémol à cette façon de voir les choses.

En premier lieu, loin d'être une opération uniquement positive, la croissance s'est réalisée au prix d'une pression énorme sur les humains et sur la nature et donc par un accroissement de l'intensification du travail et de l'empreinte écologique humaine ainsi que par une captation des ressources matérielles et humaines des pays du Sud par les pays du Nord. Or, les instruments dont nous disposons sont inadaptés pour mettre cela en évidence : la comptabilité nationale - celle-là même qui permet le calcul du fameux produit intérieur brut (PIB), dont nous attendons l'augmentation - ne prend pas en compte nos patrimoines humains et naturels.

En second lieu, cette croissance que nous voudrions éternelle s'est accompagnée de la production de tant d'"externalités" que sa poursuite constitue désormais un péril majeur : elle a notamment généré une production de gaz à effet de serre délétères pour le climat. Toute la question est de savoir si le découplage entre croissance du PIB et croissance des émissions des gaz à effet de serre est possible et donc si le meilleur moyen pour y parvenir est, comme nous y invitent organisations internationales et défenseurs du statu quo, la fameuse croissance verte ou si nous n'allons pas devoir revoir le rythme même de la croissance et accepter comme une chance cette moindre croissance du PIB.

Car, et c'est le troisième argument à considérer : la croissance est désormais à "rendements humains" décroissants. Il faut beaucoup plus de croissance pour obtenir un peu plus de bien-être dans nos sociétés occidentales saturées, et il nous faut reconnaître qu'un grand nombre de biens et services ne constituent pas des progrès mais des aliments destinés à nourrir les féroces appétits de multinationales.

Voici donc les responsables politiques - mais aussi nos concitoyens - écartelés entre deux exigences : à court terme, la croissance semble nécessaire au progrès et à la cohésion sociale, mais à moyen et à long terme, tout point supplémentaire de croissance entraîne des dégradations invisibles dans les principaux indicateurs de "progrès". Peut-on choisir entre Charybde et Scylla ? Non. Et c'est pour cette raison que nous devons raisonner en dehors des catégories classiques.

Cessons de raisonner en mettant l'expansion du PIB en volume au centre de tout, comme si le but ultime de nos sociétés était d'amener sur le marché et d'échanger toujours plus de biens et de services. Adoptons, à côté du PIB dans un premier temps, d'autres indicateurs de richesse, au choix desquels les citoyens seront invités à participer au terme de conférences citoyennes.

Des indicateurs qui prendront en considération ce qui compte vraiment pour l'inscription de nos sociétés dans la durée : l'accès de tous au travail décent, de faibles inégalités, une santé sociale florissante, un patrimoine naturel entretenu.

Enfin, c'est le mode de production, de création de valeur ajoutée et d'emplois et de consommation qu'il convient de transformer au cours d'une transition écologique et sociale. On crée bien plus d'emplois utiles et de qualité lorsqu'on intègre plus de biens communs sociaux et écologiques dans la production, tout en veillant à la sobriété des usages : agro-écologie, construction et isolation thermiques, énergies renouvelables, circuits courts, relocalisation, mobilité douce, services de bien-être...

Personne ne peut souhaiter une récession à court et à moyen terme. Mais ce qu'il faut engager pour éviter l'effondrement se résume ainsi : reprendre en main la finance spéculative, réduire les inégalités par une révolution fiscale, et enclencher une "autre relance", à l'opposé de la croissance quantitative. Les exigences écologiques et de justice sociale sont bonnes pour l'emploi, contrairement au productivisme en vigueur.

Jean Gadrey et Florence Jany-Catri, professeurs d'économie à l'université Lille-I, Dominique Méda, professeure de sociologie à Paris-Dauphine.

LE MONDE | 14.06.2012

Document 2

## Problématique générale de la croissance

### Une préoccupation omniprésente

La croissance économique, mesurée par le taux d'augmentation de l'agrégat comptable du PIB (produit intérieur brut)<sup>1</sup>, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies nationales de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

Sur le plan économique, le taux de croissance globale est supposé offrir une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs assignés aux politiques : augmentation des revenus du travail et du capital, et par là accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de la base pour la mobilisation des prélèvements collectifs nécessaires au développement des services

1. Dans la définition classique de la comptabilité nationale, le PIB correspond à la somme des valeurs des biens et des services issus de la production d'unités résidant à l'intérieur d'un territoire, et qui sont disponibles pour des emplois finals (la consommation, la formation de capital, l'exportation, la constitution de stocks). Il ne comprend pas les biens et services intermédiaires exigés par ces productions : c'est en ce sens qu'il correspond à une somme de « valeurs ajoutées ». On peut aussi calculer un agrégat global à partir des revenus distribués ; mais le « revenu national » ne comprend pas les revenus distribués aux non-résidents, par exemple les dividendes perçus par des actionnaires étrangers. Pour un exposé simple de l'essentiel de ces notions, voir par exemple PARIOT, 1990.

publics et de la protection sociale ; affirmation de la puissance économique des États (et par là de leur influence politique ou même militaire) vis-à-vis des autres États et des collectivités extérieures ; et, plus globalement, accumulation de richesse et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à longue échéance.

En d'autres termes, la croissance du PIB apparaît effectivement comme une condition première de l'amélioration des principaux éléments constitutifs du domaine économique :

- la *consommation*, puisqu'elle accroît la quantité de biens et de services offerts sur le marché à l'ensemble des consommateurs individuels, et qu'elle assure aussi le financement des équipements et des services publics dont dépend la consommation collective ;

- l'*appareil de production*, directement puisqu'elle en mesure la performance à travers l'agrégation des valeurs ajoutées à chaque étape de la production, mais aussi indirectement puisqu'elle assure à l'ensemble de l'appareil productif les équipements et les approvisionnements dont il a besoin, ainsi que ses possibilités de débouchés ; elle ouvre ainsi les perspectives de profit qui vont motiver les producteurs et les investisseurs, et les perspectives d'emploi rémunérateur pour ceux qui veulent s'assurer un revenu en vendant leur force de travail à l'appareil de production ;

- les *échanges extérieurs* dans le commerce international de marchandises, de services et de capitaux ; la croissance assure ainsi la perspective de revenus en devises, et donc la possibilité de recourir aux approvisionnement et aux opportunités des marchés extérieurs ; elle assure aussi, plus largement, la compétitivité et la puissance recherchées par chacun des acteurs dans un système de relations internationales axé sur la maximisation du profit et sur une ouverture maximale à l'échange ;

- l'*activité des pouvoirs publics* eux-mêmes, qui ne peut être financée que par un accord collectif prévoyant des prélèvements réguliers sur l'activité marchande, et dont les ressources sont donc conditionnées par la croissance de cette activité marchande ;

- quant aux modalités de la *répartition* du produit et du revenu – à travers la rémunération du facteur capital et du facteur travail, en particulier –, on peut considérer, certes, qu'elles ne sont pas directe-

ment commandées par le taux de croissance ; mais il reste qu'un rythme plus élevé d'augmentation des ressources à partager facilite la négociation sur ce partage, alors que sa réduction risque de figer les positions acquises ;

- enfin et de manière plus générale, la croissance va favoriser la *réduction de divers déséquilibres* ; elle facilite notamment la gestion des équilibres macroéconomiques fondamentaux, tels que ceux de la balance des paiements et des finances publiques.

**ÉCONOMIE**

# Le PIB ne fait pas le bonheur

La croissance du PIB n'est pas synonyme de progrès social, même si elle y contribue. Mesurer la vraie richesse des nations nécessite des indicateurs alternatifs.

**L**a richesse d'une nation ? Voyez son PIB. Pas un jour où l'on ne se réfère à la croissance du produit intérieur brut, où on ne l'invoque dans les discours politiques. Cet agrégat est devenu irremplaçable dans l'analyse économique : impossible de comprendre l'évolution de l'emploi, celle du déficit public ou du financement des retraites sans s'y référer. Il ne saurait pour autant, à lui seul, être un indicateur du progrès des sociétés contemporaines.

Le PIB ne mesure en effet que le produit des activités génératrices de flux monétaires, sans considérer ni leur contribution au bien-être (construire une école ou des canons, c'est pareil), ou leur répartition plus ou moins équitable. Toutes sortes d'activités créatrices de richesses lui échappent, comme le travail domestique, mais aussi des activités destructrices, comme les dommages écologiques.

Si cet indicateur s'est imposé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans un monde dominé par l'impératif de reconstruction et l'aspiration au progrès matériel, aujourd'hui, les préoccupations ont évolué. D'autres indicateurs s'efforcent désormais de traduire une conception plus large de la richesse. Cantonnés hier à des petits cercles de chercheurs et de militants, ils commencent à trouver une audience dans des enceintes internationales telles que l'OCDE ou l'Union européenne. Mais ils sont encore loin d'avoir acquis la légitimité qui leur permettrait d'avoir vraiment voix au chapitre. ■

S. M. et A. R.

## Où trouver ces chiffres

- World Development Indicators, Banque mondiale ([www.worldbank.org](http://www.worldbank.org))
- Insee, comptes nationaux ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).
- Commission européenne, base de données Ameco.
- Measures of well-being : There is more to it than GDP, Deutsche Bank Research ([www.dbresearch.com](http://www.dbresearch.com)).
- BIP 40, sur [www.bip40.org/fr](http://www.bip40.org/fr)
- Redefining Progress, sur [www.rprogress.org](http://www.rprogress.org)

8 | LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE N° 74 - 4<sup>e</sup> trimestre 2007  
ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES - HORS SÉRIE

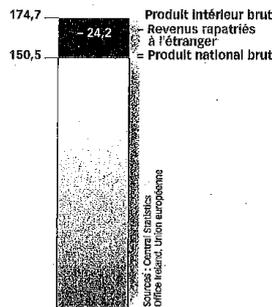
## Ce que les comptes ignorent

**L**e produit intérieur brut (PIB) compile des éléments dont on ne peut pas dire qu'ils contribuent à l'accroissement de la richesse matérielle d'une société. Exemple : le PIB mesure le revenu produit dans un pays, qui peut être assez différent de celui perçu par la population : une partie considérable des revenus peut être dépensée ailleurs, par exemple avec les rapatriements de profits des entreprises étrangères. En Irlande, où de nombreuses multinationales américaines localisent leurs bénéfices du fait d'une fiscalité attractive, les profits rapatriés à l'étranger représentent 13 % du PIB. Une fois les déductions

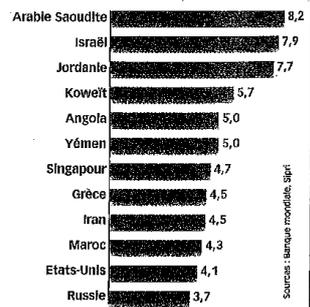
faites, on obtient le « produit national net ». Reste à savoir ce qu'il y a dedans. La production d'armes contribue au PIB, au même titre que celle d'écoles, de routes ou de logements.

Inversement, le PIB ignore de nombreux éléments qui contribuent au bien-être (voir graphique). Prendre en compte ces facteurs qui déterminent les conditions de vie de chacun permettrait, mieux que le seul PIB, d'apprécier la vraie richesse d'une société. Mais cela ne suffirait pas pour mesurer un bonheur qui ne se réduit pas à des aspects matériels et quantifiables et dont l'appréciation repose en outre sur une bonne part de subjectivité.

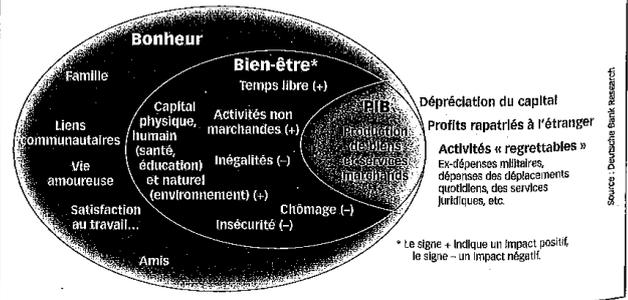
**Irlande : PIB brut et PNB net en 2006, en milliards d'euros**



**Armement : les pays les plus dépensiers, en % du PIB**



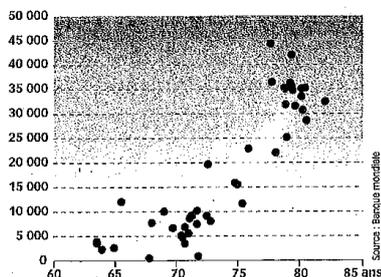
## Du PIB au Bonheur Intérieur brut



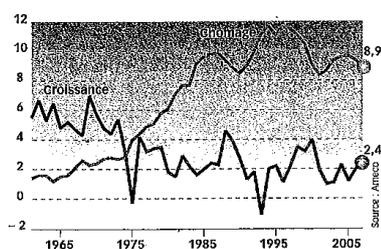
## Des liens entre croissance et progrès social

Le produit intérieur brut (PIB) ne fait pas le bonheur, mais il y contribue quand même un peu. Il y a, par exemple, un lien clair entre le PIB d'un pays et l'espérance de vie de sa population, ou entre la croissance et le reflux du chômage. Mais au-delà de ces constats d'ensemble, les variations peuvent être très importantes : on vit aussi vieux au Portugal qu'aux États-Unis, alors que l'écart de revenu moyen est du simple au double. Dans un autre registre, la croissance peut être plus ou moins riche en emplois : en France, la reprise de 1997-2000 a été nettement plus créatrice d'emplois que la précédente ou que l'actuelle. Les liens entre PIB et emploi, enfin, ne disent rien de la qualité des postes créés : l'augmentation du nombre des employés domestiques mal rémunérés est-il un signe de progrès social ?

**PIB par habitant** (2006, en dollars et en parité de pouvoir d'achat) **et espérance de vie** (en nombre d'années, 2005)



**Croissance et chômage** en France, en %



## Pour comprendre ces chiffres

- **Indicateur de développement humain (IDH)** : calculé par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), il fait la moyenne de trois indices permettant de noter les pays sur une échelle de 0 à 1, en matière de PIB par habitant, d'espérance de vie et de niveau d'instruction.
- **Indice de pauvreté humaine (IPH)** : crée par le Pnud en complément de l'IDH. Il repose sur trois variables : le risque de mourir avant 40 ans, le taux d'analphabétisme des adultes et les conditions de vie mesurées à la fois par l'accès aux services de santé, l'accès à l'eau potable et la sous-nutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Une quatrième variable, adaptée au contexte spécifique des pays industrialisés, a été ajoutée : le chômage de longue durée.
- **Indice de santé sociale (ISS)** : imaginé par deux chercheurs américains, il regroupe des critères de santé, d'éducation, de chômage, de pauvreté, d'accidents et de risques divers.
- **BIP 40 (baromètre des inégalités et de la pauvreté)** : il mesure l'évolution de la pauvreté et des inégalités en pondérant une quarantaine d'indicateurs (revenus, logements, emploi, santé...).

## Des indicateurs alternatifs

Comment sortir de la tyrannie du PIB ? Pour mieux tenir compte des valeurs sociales et environnementales, des chercheurs ont construit des indicateurs alternatifs.

La première famille est celle des indicateurs centrés sur les enjeux sociaux et

Les 16 premiers pays selon le PIB par habitant (2006), l'IDH (2004) et l'IPH\*

Rang	PIB/hab.	IDH	IPH
1	Lux.	Norvège	Suède
2	Etats-Unis	Islande	Norvège
3	Norvège	Australie	Pays-Bas
4	Irlande	Irlande	Finlande
5	Islande	Suède	Danemark
6	Suisse	Canada	Allemagne
7	Danemark	Japon	Suisse
8	Pays-Bas	Etats-Unis	Canada
9	Autriche	Suisse	Lux.
10	Australie	Pays-Bas	France
11	Finlande	Finlande	Japon
12	Suède	Lux.	Belgique
13	Canada	Belgique	Espagne
14	Belgique	Autriche	Australie
15	France	Danemark	Royaume-Uni
16	Japon	France	Etats-Unis

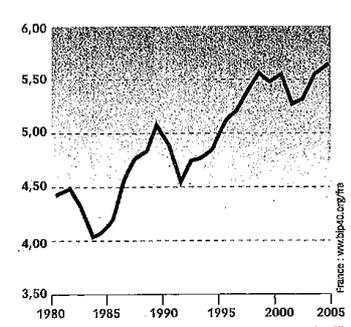
\* Indicateur de pauvreté humaine.

construits en général par agrégation d'indicateurs multiples. Le plus célèbre est l'indicateur de développement humain (IDH) calculé par le Pnud. C'est malheureusement le seul qui soit calculé pour tous les pays du monde et régulièrement mis à jour. D'autres s'appuient sur des données plus riches, comme l'indice de santé sociale aux États-Unis ou le BIP 40, en France. Mais tous se heurtent au même problème méthodologique : celui d'agréger des dimensions aussi hétérogènes que des taux de pauvreté, des

indicateurs de santé ou de chômage, selon une pondération forcément discutable.

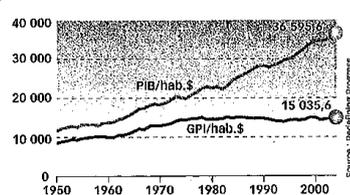
L'autre voie consiste à bâtir une comptabilité nationale élargie, en partant du PIB ou de la consommation, en y ajoutant certains éléments (comme le travail domestique) et d'en retrancher d'autres (en particulier la destruction du patrimoine naturel). C'est la voie suivie par des indicateurs environnementaux comme le PIB vert ou l'indice de progrès véritable. La difficulté consiste alors à parvenir à une évaluation monétaire de ces éléments.

**Evolution du BIP 40, en France**



Lecture : un accroissement de l'indice BIP 40 signifie une augmentation de la pauvreté et des inégalités.

**Indicateur de progrès véritable et PIB** (en \$ de 2000, par habitant) aux États-Unis



Lecture : L'indicateur de progrès véritable part de la mesure traditionnelle de la consommation des ménages. Il y ajoute diverses contributions, comme l'investissement net et le travail domestique, et en retranche des coûts sociaux (débits, accidents, chômage) et environnementaux (pollution, destruction de ressources non renouvelables). Rapporté au nombre d'habitants, l'IPV stagne depuis vingt-cinq ans.

## Croissance, développement humain : le découplage

Les progrès du développement humain ne sont plus corrélés à la croissance économique. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer que les pays au PIB élevé ne sont pas forcément ceux où l'espérance de vie, le niveau d'éducation, etc., affichent les meilleurs résultats et où les inégalités sont les plus faibles.

Pour savoir s'il est possible que les gens et la société se portent mieux et préparent un meilleur avenir en ne recherchant plus la croissance économique, on peut s'appuyer sur des constats statistiques. Nous évoquerons plus loin, au chapitre VI de ce numéro (page 96), l'apport, limité, des indicateurs de bien-être subjectif ou de satisfaction de vie. Posons-nous la question : les pays qui sont les plus riches matériellement, selon le critère du PIB par habitant, sont-ils aussi ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une éducation plus poussée, où les inégalités sont plus faibles, la cohésion sociale plus forte, les violences et délits moins fréquents, avec plus de démocratie, etc. ?

### Toujours plus n'est pas toujours mieux

Prenons comme premier critère l'espérance de vie moyenne à la naissance dans chaque pays. Le graphique page suivante confirme l'existence d'une corrélation positive dans l'ensemble des pays du monde. Mais si l'on fait un zoom, comme dans le graphique page 51, sur le groupe des 29 pays à plus de 18 000 dollars de PIB par habitant, toute corrélation disparaît. Et pourtant, entre ceux qui font le mieux et ceux qui font le moins bien, on a autour de six ans d'écart d'espérance de vie.

On retrouve des tendances identiques en matière d'éducation : il existe une très forte corrélation, si l'on prend l'ensemble des pays du monde, entre le PIB par habitant et le taux de scolarisation des jeunes dans le second cycle de l'enseignement, une variable souvent utilisée comme critère d'un bon accès à l'enseignement. Mais il n'existe plus aucune corrélation si l'on se limite au groupe des pays situés au-dessus du seuil, assez faible, de 12 000 dollars.

On pourrait multiplier les exemples. Sera évoqué dans le chapitre V (page 83) un indicateur de santé sociale des régions françaises qui montre aussi un découplage entre niveau de richesse économique et niveau de richesse sociale.

### Vous avez dit « corrélation » ?

Pour savoir si les évolutions de deux variables sont liées statistiquement de manière importante (les statisticiens disent que le lien est « significatif »), on utilise des tables qui font intervenir le nombre de points (ici, les pays) et un coefficient baptisé  $R^2$ , variant entre 0 et 1. Les deux variables peuvent être très liées ( $R^2$  élevé) ou non ( $R^2$  faible). La corrélation peut être linéaire (les variables évoluent de manière proportionnelle), logarithmique (moins que proportionnelle, comme dans les cas étudiés ici), etc.

Dans pratiquement tous les cas, on constate que les variables disponibles de développement humain, de cohésion sociale, de pauvreté, d'inégalités économiques ou politiques entre les femmes et les hommes, de délits, etc., ou bien ne sont pas du tout corrélées au PIB par habitant (c'est le cas pour les indicateurs d'inégalités de revenus et d'inégalités de participation des femmes et des hommes à l'activité économique), ou bien sont corrélées pour l'ensemble des pays du monde, mais ne le sont plus dans un groupe de pays situés au-delà d'un certain seuil de PIB par habitant (selon les cas, de 10 000 à 18 000 dollars en 2004).

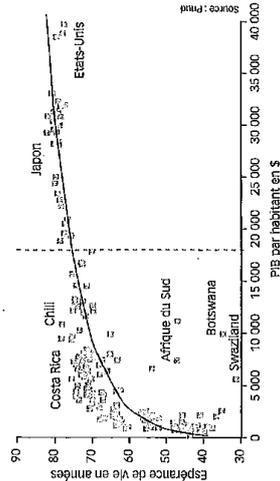
L'interprétation de tels résultats n'est pas immédiate, car une corrélation n'est pas une causalité. Mais ce qui fait le plus réfléchir, c'est la disparition de toute corrélation au-delà de certains seuils (entre le tiers et les deux tiers du PIB par habitant en France selon les critères), car cela conduit à penser que, dans tous ces domaines, on peut atteindre les mêmes résultats avec nettement moins de richesse économique.

### Les indicateurs de développement humain du Pnud

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) publie chaque année depuis 1990 un rapport sur le développement humain dans le monde, où figure le célèbre et pourtant rudimentaire indicateur de développement humain (IDH), dont la diffusion mondiale a constitué un succès spectaculaire, au-delà des pays en développement auxquels il était principalement destiné. Cet indicateur est tout simplement la moyenne de trois autres, permettant chacun de classer les pays sur une échelle de 0 à 1 : le PIB par habitant (exprimé en parités de pouvoir d'achat), l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'instruction (mesuré par un indicateur alliant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux de scolarisation).

[1] Pour sa genèse et ses révisions récentes, voir page 53.

PIB par habitant et espérance de vie de l'ensemble des pays, en 2004



Lecture : on observe ici une très forte corrélation logarithmique ( $R^2 = 0,62$ ).

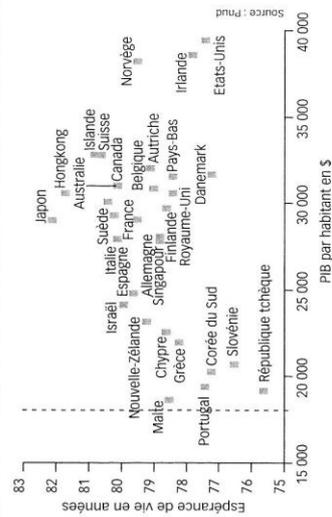
Le Pnud a par la suite publié annuellement d'autres indicateurs synthétiques, dont nous ne retiendrons ici que l'indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique (IPF) et l'indicateur de pauvreté humaine (IPH), avec pour ce dernier une variante pour les pays en développement et une autre (IPH-2) pour les pays développés. L'IPH-2 tient compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids : probabilité de décéder avant 60 ans, taux d'illettrisme, part de personnes en deçà du seuil de pauvreté, part des chômeurs de longue durée. Le tableau page suivante présente le classement des 25 premiers pays (seulement 23 pour l'IPF, faute de données pour certains pays) selon le PIB par habitant, l'IDH, l'IPH et l'IPF.

### Des enseignements en dépit d'imperfections

Les indicateurs du Pnud, notamment l'IDH, ont fait l'objet de vives critiques : imperfections parfois énormes de certaines données, aboutissant pour quelques pays à des résultats qui heurtent le bon sens ; pondérations jugées « arbitraires » (en général le même poids pour chaque indice composant) pour obtenir les indicateurs synthétiques ; préoccupations jugées « tiers-mondistes », rendant l'IDH peu apte à produire des écarts significatifs entre les pays riches.

Tout cela est vrai, mais tout cela est défendable et pour une part surmontable, comme l'ont prouvé les adaptations réalisées au fil des ans. Une actualisation de l'IDH a d'ailleurs été réalisée par le Pnud en 2010 (voir page 57). Il reste que toute démarche comparative fondée sur des statistiques ayant l'ambition de couvrir l'ensemble des pays du monde rencontre des limites de pertinence et de fiabilité. Il faut alors se tourner vers d'autres démarches (que nous allons évoquer ensuite) qui, n'ayant pas d'objectif de panorama mondial, peuvent se permettre d'aller plus loin dans des évaluations relatives à chaque pays, ou à un nombre limité de pays ou de territoires.

PIB par habitant et espérance de vie des pays à plus de 18 000 dollars de PIB/hab., en 2004



Lecture : au-dessus de 18 000 dollars, il n'y a plus de corrélation ( $R^2 = 0,1$ ).

Et quelles que soient leurs limites, ces données « indiquent » déjà bien des choses, y compris pour les pays développés. Il n'est pas sans importance, par exemple, de constater que les pays nordiques ont un excellent classement en matière de réduction des inégalités (pauvreté, inégalités entre hommes et femmes) tout en restant honnêtement placés lorsqu'intervient (pour une part) la richesse économique (IDH). Il n'est pas sans intérêt non plus d'observer le cas des pays dont les performances économiques brutes (à nouveau les pays nordiques). Ou encore de noter que parmi les pays les plus mal classés selon le critère de la prévalence de la pauvreté, on trouve le Royaume-Uni, l'Irlande et les États-Unis, qui sont des pays relevant du modèle « anglo-saxon ». ●

Jean Gadrey

Classement des pays développés en fonction de quatre indicateurs, selon le Rapport sur le développement humain 2009

	PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat	Indicateur de développement humain (IDH)	Indicateur de pauvreté humaine (IPH-2)	Indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique (IPF)
1	Liechtenstein	Norvège	Suède	Suède
2	Luxembourg	Australie	Norvège	Norvège
3	Norvège	Islande	Pays-Bas	Finlande
4	Singapour	Canada	Danemark	Danemark
5	États-Unis	Irlande	Finlande	Pays-Bas
6	Irlande	Pays-Bas	Allemagne	Belgique
7	Hongkong	Suède	Suisse	Australie
8	Suisse	<b>France</b>	<b>France</b>	Islande
9	Pays-Bas	Suisse	Autriche	Allemagne
10	Autriche	Japon	Luxembourg	Nouvelle-Zélande
11	Suède	Luxembourg	Republique tchèque	Espagne
12	Danemark	Finlande	Canada	Canada
13	Canada	États-Unis	Japon	Suisse
14	Islande	Autriche	Australie	Trinité-et-Tobago
15	Royaume-Uni	Espagne	Belgique	Royaume-Uni
16	Australie	Danemark	Slovaquie	Singapour
17	Belgique	Belgique	Espagne	<b>France</b>
18	Finlande	Italie	Grèce	États-Unis
19	Allemagne	Liechtenstein	Pologne	Portugal
20	<b>France</b>	Nouvelle-Zélande	Hongrie	Autriche
21	Japon	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Italie
22	Espagne	Allemagne	États-Unis	Irlande
23	Italie	Singapour	Irlande	Israël
24	Grèce	Hongkong	Mexique	
25	Nouvelle-Zélande	Grèce	Italie	

Source : Pnud, Rapport sur le développement humain 2009

## Doc. 5 : Mesurer le bonheur ?

Pendant des décennies, la mesure du produit intérieur brut a « défini » le développement. Pourtant, que vaut cette hiérarchie fondée sur la seule croissance quantitative, ignorant sa dimension qualitative ? Vit-on mieux dans le centre-ville dévasté de Detroit que dans une famille de pêcheurs au Cap-Vert ? Que traduisent réellement les indicateurs de richesse traditionnels ?

En février 2008, la mise en place, à la demande du gouvernement français, de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social (CMPEPS), dite commission Stiglitz, a donné lieu à de nombreuses réactions. Au cœur du projet, une préoccupation partagée par tous les tenants d'un abandon de la religion de la croissance : comment déterminer les limites du produit intérieur brut (PIB) comme indicateur des performances économiques et du progrès social ? Parallèlement, des réseaux de la société civile créent, avec le même objectif, le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR).

Il y a longtemps que la pertinence du PIB en tant qu'indicateur hégémonique est remise en question par les économistes. Est particulièrement visée, dans ce « supplément de richesse » annuel produit et évalué de façon marchande et monétaire — qui fait donc le bilan de la valeur ajoutée produite par une économie —, son incapacité à prendre en compte l'inestimable des vies humaines. En mars 1968, Robert Kennedy, candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle américaine, le martelait déjà : « *Le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. (...) En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue.* » Moins lyriques, les économistes ont souligné les limites du PIB en ceci qu'il mesure la croissance sur une année sans pouvoir servir d'indicateur de richesse et encore moins de bien-être. On l'observe depuis 1972, avec la publication d'« Halte à la croissance ? », le rapport Meadows du Club de Rome, et les travaux de James Tobin et William Nordhaus visant à crédibiliser un nouvel indicateur de qualité de vie. « L'inventeur » du PIB lui-même, Simon Kuznets, en convenait : « *La mesure du revenu national, prévenait-il déjà en 1934, peut difficilement servir à évaluer le bien-être d'une nation.* » Reste qu'en quarante ans de domination sans partage de la vulgate libérale, rien n'a vraiment changé : la mesure de la richesse nationale est toujours majoritairement centrée sur les différents niveaux de l'activité marchande, dans une optique de « création de valeur ajoutée » que les années de reconstruction d'après-guerre ont fortement contribué à figer. Les conditions sociales de production restent un sujet virtuel.

### Des indicateurs contestés

Les Nations unies ont, certes, popularisé d'autres indicateurs, comme l'indice de pauvreté humaine (IPH), ou l'indice de développement humain (IDH) mis au point, sous l'influence d'Amartya Sen, par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). L'IDH, comparé à l'évolution du PIB, permet de mettre en évidence que tous les pays qui créent de la « valeur » (au sens d'une accumulation de devises) n'ont pas la même aptitude à la transformer en développements humains concrets — en termes d'éducation et de santé, par exemple. Le Genuine Progress Indicator (GPI), ou indice de progrès véritable, ajoute quant à lui aux critères de production et de consommation une estimation de la valeur des activités bénévoles, ainsi que les coûts sociaux ou environnementaux des activités économiques. Existente par ailleurs l'indice de santé sociale, du Fordham Institute for Innovation in Social Policy, et l'indice de bien-être économique, des Canadiens Lars Osberg et Andrew Sharpe. Tous ces nouveaux indices font l'objet de critiques parfois justifiées portant sur la rigueur de leur échelle de mesure, et n'apparaissent pour le moment que comme des « pondérateurs » du PIB, sans parvenir à remettre en question sa centralité intrinsèque. Les « *théories du bonheur* », comme le rappellent Florence Jany-Catrice et Dominique Méda dans leur critique du rapport Stiglitz, « *se développent toujours dans le cadre de travaux utilitaristes, fondés sur l'individualisme des*

“agents” ». A quoi sert de modifier les indicateurs de mesure des moyens, quand les fins elles-mêmes ne sont aucunement repensées ?

### **Développement, démocratie, environnement : indicateurs alternatifs**

La crise économique actuelle, en prenant les atours d'une crise de civilisation, pourrait justement marquer une étape fondamentale de ce point de vue. L'enjeu n'est plus (ou plus autant) celui de la statistique : il est politique et philosophique. Comme l'écrit la CMPEPS, « *l'exigence de passer d'une évaluation de l'activité marchande à une évaluation du bien-être se fait plus pressante. (...) Les politiques devraient avoir pour but non d'augmenter le PIB, mais d'accroître le bien-être au sein de la société* ». Objectif qui ne remet pas totalement en question le PIB comme indicateur, mais implique de le transcender. Ce qui pourrait avoir des conséquences radicales. L'une d'elles serait la contestation du « modèle » américain, qui corréle croissance et progrès. S'imposerait aussi le réexamen des mesures macroéconomiques monolithiques du FMI, fondées sur l'unilatéralisme des indicateurs classiques.

### **Classements sans valeur**

La logique générale des débats sur cette question semble mener à un nouvel équilibre centré sur l'humain, où seraient clarifiées les différences entre la notion de production et celle de richesse. Dans cette optique, la prise en considération de ce dont le PIB ne « parle » pas (comme les externalités négatives de la croissance en termes environnementaux et sociaux) devient l'un des critères structurants. Le PIB prend bien en compte la consommation des ressources naturelles (matières premières, énergie), mais sans faire la part des choses entre renouvelables et non renouvelables. La pollution a aussi des répercussions sociales : que vaut le classement prospectif très récent de la banque HSBC, qui prédit pour 2050 une Chine au sommet de la hiérarchie mondiale des PIB, quand l'accumulation des pollutions et des « dysfonctionnements » sociaux qui lui sont liés est ignorée ? Les réflexions à ce sujet ont mené le Comité d'experts des Nations unies sur la comptabilité environnementale et économique (UNCEEA) à proposer un Système de comptabilité environnementale et économique (SEEA). Cette logique de « PIB vert » peine cependant à s'imposer.

Critère de mesure central, le PIB n'a, enfin, aucunement tenu lieu de radar d'alerte concernant la crise actuelle. Rien dans la structure du PIB ni dans le AAA des agences de notation, qui lui est fortement corrélé, n'a permis de comprendre, par exemple, que l'accumulation de « richesses » produites depuis trente ans au Royaume-Uni par des services financiers hypertrophiés engendrait un déséquilibre structurel, rendant toujours plus d'hommes dépendants d'une production virtuelle et parasitaire. La crise montre aujourd'hui les limites de ce pari britannique : l'économiste Patrick Artus estime que 20 % des emplois au Royaume-Uni sont liés à la finance ; si la City perd son rôle central, le pays se retrouve sans option de rechange, aucune industrie ne pouvant vraiment relancer l'économie. Le PIB, pas plus que la grille des AAA, n'était capable de refléter ce glissement. Quant aux agences de notation, leur aveuglement passé dans le drame des *subprime* est unanimement reconnu ; pourtant, personne ne met en discussion leur capacité à dégrader du jour au lendemain la valeur d'une entreprise — et la vie de ses salariés — ou la réputation d'un Etat — et la vie de ses citoyens — sur la base de rumeurs et d'indicateurs arbitraires. En septembre 2011, remarque *La Tribune*, Air France « vaut » moins en Bourse que le prix catalogue de cinq A380 ; Accor, moins que la moitié de ses hôtels. Mais nulle multinationale n'envisage sérieusement de cesser de dépendre de cotations irrationnelles.

L'économie libérale demeure un artéfact religieux et, comme tel, hésite à se priver de ses faillibles augures. Tant pis si ces derniers, marché ou agences, ont régulièrement besoin de victimes pour pouvoir « lire » dans les entrailles de la croissance.